

Edito



Le débat télévisé

Pendant de nombreuses années, la question principale lors de la perspective d'organisation d'un débat télévisé était de savoir s'il s'agissait d'y participer ou pas.

La stratégie semblait donc dominée par cette question exclusive de participation.

Avec la montée en puissance de l'image et celle de la télévision, la question même de la participation ne se pose plus désormais sauf circonstances très particulières.

Le seul enjeu stratégique réside dans les conditions d'organisation du débat télévisé et plus précisément dans les conséquences en termes d'images qui vont en résulter pour les participants.

L'opinion publique française est actuellement une opinion orpheline.

Orpheline de morale car elle considère que l'élite ne vit pas la même existence que celle des gens ordinaires. Bien davantage, l'élite perd son statut dès l'instant qu'elle ne parvient pas à

discipliner la crise.

Orpheline de chef car l'opinion française est une opinion qui demeure en attente d'un chef charismatique qui parle au cœur, aux tripes avec des solutions simples. C'est son Histoire.

Orpheline d'avenir car l'opinion française est aujourd'hui l'une des plus angoissées face à l'avenir comme vient de le démontrer la dernière enquête en date, celle de la SOFRES organisée pour Fidelity International sur le sujet des retraites.

Dans ce contexte général, l'opinion attend d'un débat télévisé qu'il l'éclaire et lui donne les réponses aux questions concrètes qui se posent à elle.

Avant d'examiner les conditions d'expression de ces réponses, il importe déjà d'observer quelques acquis consensuels.

Tout d'abord, le débat télévisé comporte moins de risques pour le challenger que pour celui qui est en l'exercice des fonctions. Il s'avère en effet que

le challenger peut être gagnant simplement en ne se laissant pas démonter et même parfois en apparaissant sur le même plateau que le détenteur d'une grande responsabilité publique.

Deuxième enseignement, le vainqueur d'un débat télévisé est maintenant celui qui incarne la capacité à résoudre les problèmes.

Progressivement, l'opinion publique française s'est libérée d'ancrages idéologiques dogmatiques pour devenir une véritable consommatrice de réponses pratiques à des questions pratiques.

Il importe d'intégrer cette nouvelle psychologie collective qui est celle d'une opinion qui n'aime pas les problèmes, qui souhaite éviter les risques de toutes sortes et qui attend que certaines règles soient respectées.

Une opinion qui aspire à faire confiance au pouvoir à condition que celui-ci tienne compte de l'opinion des citoyens.

Ces mêmes citoyens ont des préoccupations personnelles de plus en plus immédiates : payer les impôts, vivre en sécurité, gagner en visibilité quant à un avenir perçu comme de plus en plus difficile.

Dans ce contexte très précis, le talent, lors d'un débat télévisé, vise à bâtir de façon cohérente une image de marque permettant aux téléspectateurs d'identifier le

registre d'efficacité dans lequel le candidat peut être utile.

Dans les actuelles circonstances de crise il faut se méfier de deux travers. Le premier consiste à évoluer vers un schéma technocratique distant qui perdrait en proximité et en authenticité.

Le second travers réside dans la recherche d'une originalité trop éloignée du modèle standard qui ne permet pas aux téléspectateurs de positionner rapidement l'intéressé sur leur échiquier traditionnel.

Par conséquent, pour susciter la confiance, la marge de manœuvre est étroite. Elle réside dans la capacité à incarner des réponses simples, concrètes, rapides à des questions de tous les jours. C'est l'étroitesse de cette marge de manœuvre qui conduit actuellement à une certaine morosité des campagnes car l'enjeu réside dans la nuance.

*(prochain édito :
La gauche aujourd'hui)*

Editeur :
Newday

Directeur de publication :
Jonathan
BONZY

SIREN :
479 561 243

Adresse :
127 rue
Amelot
75 011 Paris



Fiche 82



Le choix du terrain

Lors des prochaines élections locales, y compris les législatives, les surprises interviendront à partir de candidats qui possèdent un appareil efficace pour quadriller le terrain, partie par partie, avec une logistique suffisamment efficace pour assurer un suivi à mesure que passent les journées de la campagne électorale où l'on n'a jamais le temps de faire tout ce qu'il faudrait faire par ailleurs.

Pour le choix de ces théâtres d'opérations, quatre critères se dégagent :

- le premier critère consiste à faire campagne dans les secteurs qui comprennent le plus grand nombre d'électeurs. L'absence d'ancrage idéologique fait que désormais de plus en plus rares sont les terrains acquis ou perdus d'avance. Par conséquent, le quadrillage systématique peut produire des résultats positifs inattendus,
- le second critère concerne les territoires qui rassemblent le maximum d'électeurs sociologiquement proches de l'ancrage politique

traditionnel du candidat. Dans cet esprit, il importe alors d'examiner de façon détaillée les différents quartiers, leur composition sociologique, pour effectuer des zones d'opérations commandos efficaces,

- le troisième critère vise à identifier des domaines emblématiques au sujet desquels le candidat apporte une réponse utile et de répéter des actions pour bien permettre l'apport distinctif du candidat dans ce ou ces domaines,

- enfin, le dernier critère est celui que les professionnels américains appellent «*varier le menu*». Il s'agit alors d'aller sur des territoires particulièrement inattendus de façon à compléter les images et surtout faire naître la curiosité à l'occasion de ces visites là sur le terrain.

Chacune de ces règles doit être mise en œuvre dans des conditions de nature à éviter tout comportement susceptible de donner une image négative du candidat.

Le second impératif pratique c'est de construire le déplacement terrain de façon à ce qu'une image puisse synthétiser la visite en un seul coup d'oeil et porter le message en elle-même.

Ce rapport au terrain est considérablement préparé dans les campagnes américaines. Pendant de nombreux mois toutes les données des différents comtés sont recensées, hiérarchisées, traitées pour permettre de classer les potentialités du terrain.

Il est ainsi fréquent qu'un membre de l'équipe de campagne soit détenteur d'un programme permettant de colorier chaque territoire en fonction de certains critères qui assurent au candidat la faculté d'adapter le contenu de son discours mais aussi le choix de ses interventions en fonction des thèmes porteurs pour le profil de la géographie en question.

Cette méthode vise exclusivement à réduire la marge d'incertitude du candidat lorsqu'il doit prendre sa décision.

Cet outil est par ailleurs enrichi des données nationales permettant de connaître les attentes des principales couches sociologiques en fonction d'enquêtes générales.

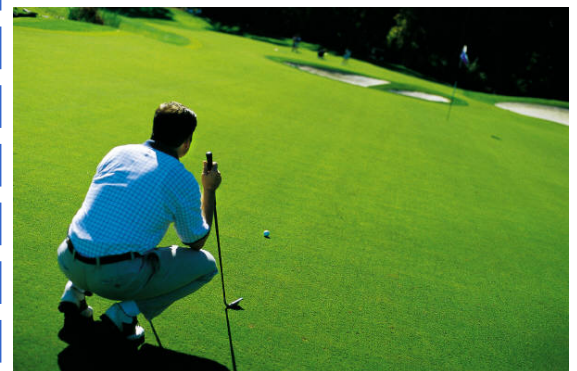
Les moyens financiers accordés aux campagnes électorales françaises ne permettent pas une telle organisation. En revanche, il est possible que des collectivités locales aient évolué vers la mise en oeuvre d'un tel dispositif.

Ces rappels montrent que le « travail du terrain » cumule deux objectifs différents et complémentaires :

- le quadrillage systématique qui est un enjeu de proximité et de notoriété. La meilleure façon pour un candidat de gagner en notoriété c'est encore de serrer la main du plus grand nombre de citoyens,
- le quadrillage thématique. Par géographie, identification du problème posé. Sur cette base, le candidat doit choisir une réponse simple, concrète, facilement compréhensible. Il doit ancrer sa réponse dans un ou plusieurs exemples pratiques.

Dans ces conditions, le spectacle du terrain permet les évolutions les plus significatives et rapides.

(prochain conseil technique :
Les publicités institutionnelles



Discours 163

La fracture numérique

Internet apparaît de plus en plus comme un outil capable de libérer le citoyen d'un système représentatif qui l'oublie parfois excessivement.

Il est ainsi désormais fréquent de parler d'Internet comme d'un cinquième pouvoir assurant l'interactivité massive, quotidienne, permettant à des citoyens de s'exprimer sans entrave et ce de façon quasi-permanente.

Par ailleurs, la multiplication des sites Internet comme celle des blogs confortent l'idée qu'une nouvelle forme de démocratie serait en train de naître mettant en oeuvre une source multiple d'informations, une opinion de moins en moins dépendante des seules données officielles.

Bref, pour la première fois peut-être à ce point, une réelle démocratie directe serait en voie de prendre corps.

Cette présentation est de plus en plus répandue.

Certains auteurs en arrivent même à annoncer la fin des sondages puisqu'il sera possible de s'adresser à des dizaines de milliers d'internautes qui répondront sur l'instant à la question posée et deviendront ainsi les vrais acteurs de la démocratie et tout particulièrement de la démocratie locale.

Ces mêmes auteurs prévoient un avenir où il sera possible de voter sur le net en cumulant la rapidité de ce vote et l'absence de coût. Deux caractéristiques qui permettront une multiplication des consultations.

La ville de Saint-Paul dans le Minnesota est souvent donnée pour exemple d'une cité ayant utilisé un système de votes par Internet pour interroger les administrés sur des questions liées à la vie quotidienne.

Au Japon, la société Hitachi a passé des contrats avec des collectivités locales pour développer des expériences de «e-démocratie».

Toutes ces annonces et ces expériences conduisent à prédire la mise en place d'une démocratie «plus pure».

Cette évolution peut pourtant s'avérer une «non démocratie».

En effet, l'opinion publique peut rogner excessivement le pouvoir des élus.

Bien davantage, rien ne garantit que l'échantillon exprimé soit un échantillon représentatif. Parfois même, le système du net peut donner prise à des campagnes de groupes de pressions capables de dénaturer la consultation citoyenne. Par exemple, au début des années 90, aux Etats-Unis, la mise en échec du projet Clinton d'assurance-maladie est désormais un exemple d'école de l'efficacité d'une campagne mise en oeuvre par les compagnies d'assurances qui voulaient absolument faire échouer le dispositif d'accès gratuit pour les plus démunis.

Le net a donc ouvert la voie à une nouvelle forme de démocratie locale qui comporte certes des avancées significatives mais dont il importe de ne pas sous-estimer les dangers.

L'émergence d'une réelle fracture numérique comporterait davantage d'inconvénients que d'atouts pour la mise en oeuvre d'une démocratie moderne.

C'est pourquoi, notre Commune entend progresser par étapes dans la mise en oeuvre de nouvelles modalités de consultation tout en respectant les procédures traditionnelles garantes d'une large représentativité dans l'expression des citoyens.

Nous ne procéderons à des étapes nouvelles que lorsque nous aurons enregistré toutes les garanties nécessaires pour que l'outil du net ne soit pas susceptible de dénaturer la consultation démocratique.

En procédant ainsi, dans l'attente de ces garanties, notre Commune ne témoigne pas une aversion pour la modernité ou un quelconque retard mais la volonté de respecter en ce domaine un indispensable principe de précaution.

La démocratie est une construction fragile, qui a demandé beaucoup de temps avec des avancées qui ont parfois rapidement montré des conséquences négatives. Il y a quelques décennies, les sondages étaient salués comme une avancée incomparable. Aujourd'hui, chacun s'accorde à reconnaître qu'il faut édicter des règles pour que les sondages ne deviennent davantage des outils d'influence de l'opinion que de simples indicateurs de l'état de celle-ci. Face au net, nous devons respecter la même réserve et procéder par étapes progressives.



Discours 164



Le consensus

La vie politique française n'a jamais été caractérisée par une grande tolérance.

L'influence de la religion catholique et les racines latines expliquent une vie politique souvent enflammée.

Chaque fois que la tolérance a gagné en importance en installant de larges zones d'accords dans la vie politique française ce fut l'effet de la raison compte tenu de la gravité des circonstances et non pas le produit du sentiment initial immédiat de l'opinion et encore moins de sa tradition.

La contestation et le conflit sont des données de fond de la société française et ce depuis les origines.

Bien davantage, culturellement, l'opinion Française a tendance à considérer que le caractère conflictuel de la vie politique ferait partie de la qualité de cette vie politique.

Avec cet état d'esprit, tout est organisé pour faire émerger le conflit quand des conflits authentiques existent. Il n'est pas rare de voir les acteurs de la vie politique Française exagérer l'ampleur véritable des conflits voire même parfois chercher à les faire naître alors qu'initialement les oppositions n'allaient pas de soi.

Tout paraît donc organisé sur le principe selon lequel le conflit est naturel en politique et à l'opposé l'absence de conflit ne serait qu'astuce ou exception rarissime.

La vraie question ne consiste pas à savoir si la vie publique doit être organisée autour d'une approche consensuelle mais si l'opinion porte cette approche consensuelle, comment expliquer que les systèmes de représentation entretiennent des clivages qui n'existeraient pas ? A l'opposé, si ces clivages existent dans l'opinion, comment expliquer qu'un système de représentation puisse les dissimuler, les atténuer, voire même les nier ?

Par conséquent, le vrai enjeu consiste à identifier où est aujourd'hui la réalité des zones de clivages au sein même de

L'opinion publique.

Le consensus, c'est l'adhésion largement répandue dans un groupe social en faveur d'un ensemble de valeurs relatives aux modalités d'organisation de la vie en collectivité.

Quel est aujourd'hui le langage du citoyen sur les questions qui font son quotidien ?

L'heure du citoyen est à la mise en œuvre de 4 règles :

- 1) la recherche de l'écart entre l'intention et l'action. La coupure entre le citoyen et la vie publique fait qu'il recherche désormais le véritable message derrière l'expression brute. Tout est maintenant affaire de décodage.
- 2) L'acceptation de principe d'une large adhésion à des valeurs communes.
- 3) La recherche de réponses «à portée de main». Derrière cette formule, c'est l'immédiat qui peut réellement entrer dans les faits.
- 4) Le rejet des solutions qui ne reposent pas sur le dialogue, l'écoute, le respect des citoyens.

Dés l'instant que ces règles sont respectées, une certaine forme de consensus est susceptible d'être approchée.

C'est une tendance nouvelle. Cela explique que le consensus redevienne un sujet à la mode et que certains cherchent même à se l'approprier.

Nous devons respecter cette attente de l'opinion qui réside davantage dans une procédure pour parvenir à la décision que dans le contenu proprement dit des décisions.

La démocratie locale tout particulièrement repose sur le respect des messages des citoyens. Ce message a été entendu et nous respecterons scrupuleusement ces étapes dans la préparation de chacune de nos décisions.

(prochains discours :
Le drapeau national,
Le patriotisme.



Carnet 82

Etats-Unis : le positionnement

d'Al Gore

La présidentielle Américaine est-elle en train de faire naître une véritable « nouvelle frontière » comme peut-être seuls les Etats-Unis peuvent se le permettre ?

Pendant de très nombreuses décennies, la vie politique américaine est apparue comme l'endroit privilégié de la pub, du spectacle, voire de la frime, qui ne recule pas devant certaines exagérations manifestes au point d'être pas transposables ailleurs.

A l'occasion de chaque campagne électorale ont été dénoncées les évolutions effectuées au détriment de tout contenu des programmes qui ont perdu en qualité de détails, en qualité d'idées.

Tout ne semblait donc résider que dans la capacité à bien communiquer.

Dans ce contexte, la candidature d'Al Gore, ou du moins son actuelle poussée dans les sondages, marque un véritable signal qui peut être celui du retour du sens moral et de la respectabilité dans la vie politique.



 E-mail verification mail sent.

Get Involved! *The Draft Gore movement is growing stronger every day!* Join our campaign to bring visionary leadership to the White House.

GORE GROUPS 132 and counting.
[now meeting regularly, or start your own!](#)

VOLUNTEER 2354 people have already volunteered
[for the Draft Gore campaign!](#)

News

[Help redeem the promise of American democracy](#)
Posted March 24th, 2007 by Dylan

Wednesday, Al Gore brought his fight against the climate change to the Nation's capital, testifying before both the House and the Senate. He called on our elected representatives to find "the moral courage to rise above politics and redeem the promise of American democracy." The Vice President then offered a [series of](#)

La vie politique Américaine va-t-elle ouvrir avec fracas l'ère de la respectabilité y compris en politique? Cette ère est déjà ouverte pour les entreprises.

Cette ère va-t-elle «contaminer» aussi la politique Américaine ? Ce qui est sûr dès à présent, c'est qu'Al Gore pose désormais des questions ressenties comme majeures dans des conditions nouvelles.

- 1) **Il a aidé l'opinion Américaine à franchir l'étape de l'aveu.** La société a admis qu'elle n'a pas toujours fait ce qu'elle devait pour limiter les dégâts et encore moins pour améliorer les choses.
- 2) **Il a aidé l'opinion à franchir une seconde étape qui consiste à identifier où en est la société Américaine,** les évolutions nécessaires, les mesures pour que les évolutions deviennent possibles.
- 3) **La troisième étape est celle de la responsabilité.** Comment est-il possible collectivement et individuellement de positionner les engagements pour que chacun adopte une attitude responsable pour atteindre les objectifs fixés ? Sous cet angle là, Al Gore vient d'ouvrir une nouvelle dialectique. Il ne s'agit plus d'une crise environnementale mais d'une crise démocratique. Cette étape a été franchie lors de l'intervention d'Al Gore le 21 mars 2007 à la Chambre des Représentants.
- 4) **Il reste la dernière étape qui réside dans la présentation globale de la démarche du nouveau sens moral collectif et individuel** qui doit être manifesté par chacun pour que ce nouvel enjeu primordial entre dans les faits.

Pour cette 4ème étape, les réseaux Gore sont au travail. Ils veulent montrer que leur leader est le seul à disposer de la «vision d'avenir». Sans avoir encore franchi l'étape de l'officialisation de sa candidature, Al Gore est à un niveau significatif d'intentions de votes. La défense de l'environnement deviendrait le nouvel horizon politique d'un pays réconciliant son économie et la défense de la planète.

Cette «nouvelle frontière» ne manquerait pas d'originalité et d'ambition...

(prochain carnet :
Etats-Unis : le point sur la
collecte des fonds)



Presse

5 faits majeurs de la semaine n° 13

La sécurité reprend place dans le débat présidentiel

Les émeutes de la Gare du Nord de Paris s'invitent dans la dernière ligne droite de la présidentielle et provoquent des conséquences importantes. **L'opinion Française veut chasser les risques sociaux mais chasser aussi le risque d'insécurité.** La gauche restant prisonnière de ses positions traditionnelles, elle ouvre un espace considérable à la droite et plus particulièrement à Nicolas Sarkozy qui incarne la «fermeté acceptable». Depuis le 14 janvier 2007, le leader UMP gagne ses seconds tours contre S. Royal. Il creuse même désormais un écart qui constitue une certaine marge de ... sécurité.

Le vrai niveau de Le Pen ?

Avec 13 % dans les sondages, où est le vrai score de Le Pen ? Faut-il impacter ce score du bonus classique de 5 points ou la dédramatisation du FN conduit-elle à minorer ce «bonus du secret des urnes» ? Plus personne ne semble s'y retrouver tant les interprétations les plus diverses circulent.



Un finish dominé par le poids de l'organisation de l'UMP

Avec la pose des panneaux officiels, le militantisme UMP fait la différence sur le terrain. Ce parti s'avère bien être le seul appareil organisé sur l'ensemble du territoire de façon opérationnelle.

Les nouveaux partis de l'après-présidentielle ?

La présidentialisation du régime renforcée par le quinquennat semble devoir s'accompagner d'une nouvelle initiative liée à la création d'un «parti présidentiel» dans la foulée immédiate de l'élection. Incontournable dans la stratégie de Bayrou, cette logique semble gagner du terrain y compris chez Sarkozy et Royal persuadés que les scores du 1er tour ne peuvent que conduire à des alliances du second tour à conforter dans un nouveau parti ...

Bayrou victime du clivage

La meilleure façon pour calmer la percée de Bayrou : revenir à la bonne vieille grille de lecture droite / gauche qui est la clef de la Vème République. Le PS et l'UMP ont vite mis en application ce dispositif de protection de leurs fonds de commerce respectifs non sans efficacité. Il semble qu'il aura manqué un mois à Bayrou avant la campagne officielle trop égalisatrice en temps de paroles.